

## Comité technique de réseau – 12 avril 2012

## Déclaration liminaire de la CGC (seule la version orale fait foi)

Après le choc de Metz et la réorganisation des services qui s'en est suivie (production informatique, Sin d'Aix, statistiques sociales et locales et CSRH), l'Institut s'est lancé dans une nouvelle organisation de la Direction Générale sans précédent depuis 20 ans. Toutes ces restructurations ont pour effet de toucher la quasi-intégralité des agents de l'Institut, directement ou indirectement. Elles entraînent instabilité et inquiétude. Parallèlement, une réflexion était menée sur Insee ambition 2015, à laquelle peu d'agents ont été associés. Les moyens de l'Insee ont dans cette même période subi une réduction tellement drastique, que l'enthousiasme initial a vite tourné à la déception et à la désillusion.

Si la réorganisation de la DG paraissait à la CGC de l'Insee nécessaire afin d'alléger les structures et d'améliorer l'efficacité de l'ensemble de l'Insee, la démarche adoptée et le résultat ne nous satisfont nullement.

Trop de réflexions menées en parallèle, sans travail collectif à tous les niveaux donc sans possibilité de convergence sur un consensus. Pas de diagnostic clair et partagé des dysfonctionnements à corriger et des points forts à conserver, plutôt le refus ou le déni de les énoncer, pas d'objectifs clairement annoncés d'où le résultat inévitable: beaucoup de tensions, des insatisfaits, des blocages et un refus de changement ramenant à un revirement de dernière minute sans concertation.

Il reste donc principalement la réorganisation du secrétariat général et la DCSRI cette dernière récemment réorganisée. Voici quelques modifications regrettables que nous tenions à pointer:

- Pas de changement côté SGI, pourtant nécessaire avec la réorganisation de la production et la création du centre informatique d'exploitation unique qui nécessitent des redéploiements et reconversion d'agents vers le développement informatique et la statistique ou les supports. Une intégration du SGI, à l'instar des choix effectués dans d'autres instituts, dans feu la DM, au lieu du démantèlement incompréhensible proposé un temps, aurait pu être étudiée.
- Une unité juridique au SG qui gère à la fois la statistique et les ressources humaines, deux domaines très différents ceci nous interroge.
- Les grands projets transversaux stratégiques de l'Institut qui devaient sortir des directions ont disparu, c'était pourtant une bonne idée du moyen terme à creuser, cela aurait décloisonné les directions. Ce point avait pourtant bien été identifié dans les groupes de travail de Insee Ambition 2015.
- Tout ce qui tourne autour de la GRH dysfonctionne gravement et la CGC s'en est faite l'écho depuis plusieurs années et à maintes reprises (manque de gestion humanisée, dynamique et offensive des personnels<sup>1</sup>); mais en quoi la nouvelle organisation résoudra-t-elle les problèmes, qui semblent plus relever d'un manque d'expérience après un renouvellement massif et répété des agents et de choix des personnes à la bonne place ?
- La CGC salue le fait que les mobilités des B et des C soient dorénavant gérées dans une structure dédiée. Néanmoins, au-delà des seules mobilités, rien n'est prévu pour la gestion spécifique des carrières des A et des A+, très orientées vers les SSM et caractérisées par l'essaimage. Il faut maintenir sur ces questions un expert dédié, cadre de haut niveau rattaché au chef de département ou directement auprès du DG. Dans le cas contraire on va encore une fois assister à un repli sur nous-mêmes et à une perte de crédibilité vis-à-vis de l'extérieur, celle-ci étant déjà très affaiblie.

---

<sup>1</sup> La proposition très minimaliste d'arrêté de restructuration en est encore un exemple criant ; il devra être revu intégralement.

Cette régression est fatale et contraire à la réflexion interministérielle sur l'encadrement supérieur, les seniors et l'employabilité des potentiels sur toute la carrière. Le choix des managers est un point clé des organisations.

- La coordination statistique est explosée en trois secteurs, juridique, gestion des ressources et méthodes ; la banalisation pour des besoins spécifiques est-elle la bonne méthode ? Les SSM ne se sont jamais sentis autant oubliés.
- La gestion des enquêtes ménages, aujourd'hui effectuée par une même unité de la DSDS, est également éclatée en trois : DMSCI, DSDS, SG. Ceci nous interpelle.
- Les organigrammes et le mode de fonctionnement ne sont pas clairs. L'organigramme du secrétariat général, pléthorique et en râteau, est contraire à toutes les théories des organisations. Au-delà de 5 à 7 structures avec un rattachement direct c'est ingérable, alors même que l'Institut souffre d'un problème de prise de décision (instance d'instruction, audit très sérieux suivis de décisions floues non coordonnées avec retour arrière etc.).

Ainsi, nous avons rêvé d'un Secrétariat Général qui gère efficacement les moyens d'une part, de directions qui puissent assurer les missions qu'on leur confie avec des moyens arbitrés d'autre part et le soutien technique et méthodologique par l'ajout d'une direction transversale, mais le rêve est fini !

Dans tout cela, ce qui a été très fâcheux et a entraîné le rejet des agents, c'est la façon de gérer les personnes concernées directement par les restructurations, informées par des rumeurs de la suppression de leur poste sans avoir pour le moins démerité ou mal mené leurs missions. L'organigramme et le futur directeur étaient connus avant même la définition précise des missions à remplir. Pas de proposition de suppression de missions ou d'allègement face à la réduction des moyens. La décision récente d'un retour arrière a eu pour conséquence la perte de poste d'agents précipitamment nommés dans leur future fonction sans que leur soit garanti ou même proposé formellement un poste équivalent. À chacun de trouver son nouveau poste. La CGC regrette que l'Institut ne soit pas en mesure de réagir correctement et rapidement pour éviter l'inquiétude des agents. Le revirement récent sur la création de la direction de la méthodologie est la raison pour laquelle la CGC ne propose pas de vœu dans ce comité technique, le temps nous ayant manqué pour analyser les conséquences du nouvel organigramme retenu.

La CGC de l'Insee fait part de son inquiétude, car l'Institut ne pourra pas attendre encore 20 ans une réorganisation efficiente. Nous sommes inquiets pour la coordination statistique, point fort de la statistique à la française et qui a fait ses preuves. Inquiets pour la gestion sérieuse des cadres de l'Institut avec une vraie démarche de recherche du meilleur potentiel au meilleur endroit, inquiets encore pour la continuité des travaux et des grands projets structurants.

Nous émettons le vœu que l'on passe autant de temps sur ces questions, avec autant d'experts mobilisés, que sur celles non moins importantes concernant le nouveau statut des enquêteurs. C e sera le seul vœu de ce CTR.

Nous tenons à rappeler que ces questions auraient dû être examinées en premier lieu en comité technique de service central de réseau, et ensuite seulement en comité technique de réseau, conformément à l'esprit du dialogue social rénové en 2011.

Enfin le revirement de la réorganisation de la DG décidé il y a une quinzaine de jours, le changement de date du CTR qui s'en est suivi et la disponibilité des cadres de la CGC à si brève échéance font que nous ne proposerons pas de vœu à ce CT mais les formuleront pour le CT de service central de réseau prévu le 3 juillet.

Merci de votre attention